

Syrie : armes chimiques, engins de mort¹

L'attaque à l'arme chimique, le 21 août, près de Damas qui a fait des centaines de morts et dont beaucoup accusent le pouvoir syrien – même si celui-ci s'en défend -, a remis au premier plan la dramatique question des armes chimiques dans le monde. C'est en 1997 qu'une convention internationale interdisait la production, le stockage et l'utilisation de ces armes mortelles. Dépendant de l'ONU, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques à la charge de mener à bien la destruction des stocks existants.

L'OIAC a aussi pour mission de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à la fabrication d'armes chimiques. Elle promet une assistance à tout Etat signataire faisant l'objet de menaces ou d'attaques à l'arme chimique.

Une tâche colossale. Sept États parties de la convention (Albanie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Inde, Iraq,...) devraient détruire 8,67 millions d'éléments, dont des munitions et conteneurs. Soit 71 196 tonnes d'agents chimiques létaux. L'OIAC doit s'assurer que le processus de destruction est irréversible. 57 740 des 71 196 tonnes des stocks mondiaux déclarés d'agents chimiques ont été détruits en juillet 2013, soit seulement 81,1% de ces stocks. Parallèlement, 4,97 des 8,67 millions de munitions et conteneurs chimiques ont été détruits.

Certains pays, comme l'Inde ou l'Albanie ont complètement détruit leurs stocks. Sur les 189 pays signataires, sept ont déclaré posséder des armes chimiques, parmi lesquels les États-Unis, la Russie, l'Inde et l'Irak. D'autres possèdent des installations capables de produire ces armes dont la France. Or, on l'a souvent répété, une gouttelette d'agent neurotoxique, pas plus grosse qu'une tête d'épingle, suffit à tuer un adulte en quelques minutes.

Mais... la Syrie, l'Égypte, l'Angola, le Soudan du Sud et la Corée du Nord, n'ont jamais accepté ce traité international. Et si Israël et le Myanmar ont signé ce traité, ils ne l'ont pas ratifié et, de facto, ce texte ne les concerne pas, d'autant qu'ils refusent tout contrôle de l'ONU sur leur territoire.

« Des progrès encourageants »

Voilà pour un état général de la situation. La « question » syrienne occupe actuellement tous les esprits. Arrivés sur place début octobre pour une mission supposée durer jusqu'à l'été 2014, des inspecteurs de l'OIAC chargés de superviser le démantèlement de l'arsenal ont entamé leur travail et ont commencé à visiter les stocks estimés à plus de mille tonnes d'armes chimiques. Une gageure.

Tout en acceptant le travail des inspecteurs, le président syrien a de nouveau nié le 3 septembre, que son armée ait bombardé avec des ogives chimiques le 21 août des régions tenues par les rebelles. Rappelons que cette action criminelle, précédemment confirmée par des experts de l'ONU mais dont la mission première n'était pas de désigner des coupables, avait laissé cours à une menace de frappe occidentale contre le régime de Damas. C'était avant que Moscou et Washington s'entendent sur un accord qui a ouvert la voie à une résolution de l'ONU organisant le désarmement de l'arsenal chimique. Depuis lors, la mission de l'OIAC dit avoir fait « des premiers progrès encourageants » et l'ONU a parlé d' « une bonne coopération avec les autorités syriennes au niveau technique. » Il s'agit de mener une opération d'autant plus dangereuse que la Syrie est toujours en guerre : il s'agit de détruire plus de 1.000 tonnes de produits toxiques (gaz sarin, gaz moutarde) stockés dans tout le pays. La résolution du Conseil de sécurité adoptée le 27 septembre enjoint le régime Assad de détruire la totalité de ses stocks, d'ici à la mi-2014. Bachar al-Assad a affirmé qu'il respecterait la résolution des Nations. Et ajouté que « bien évidemment » son pays assurera l'aide et la protection aux experts de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) »,

¹ Par **Maurice Magis**, chargé de la communication à l'ACJJ – octobre 2013.

Pour lui, comme l'a écrit Hemingway, « l'important est d'abord de durer ». Ainsi, il a jugé « positif » le rapprochement entre les Etats-Unis et l'Iran, son principal allié avec la Russie. Les Etats-Unis ont accepté le plan d'élimination des armes chimiques syriennes formulé par le Kremlin, dont l'objectif principal était d'éviter les frappes prévues par les Etats-Unis et leurs alliés. Et même si l'accord prévoit le recours à la force en cas de désobéissance de la part de Damas, cet aspect reste flou, ce qui laisse envisager que la Russie pourrait continuer à s'y opposer à l'avenir. Quant à la présidence Obama, elle n'est guère chaude à l'idée de mettre un doigt de plus dans le guêpier moyen-oriental.

Quelle opposition ?

Il n'empêche que, dans le même temps, la Syrie s'enlise dans un conflit qui a fait plus de 115.000 morts depuis mars 2011. Le régime continue à agresser la population. Et plus personne ne semble capable de dire ce que représente désormais l'opposition à Bachar Al-Assad. Celle-ci est divisée entre les opposants de la première heure, passés de la contestation à l'insurrection, et djihadistes étrangers qui, pour beaucoup rêvent de faire du pays une terre soumise à la sharia.

Le 2 octobre, des combats ont repris dans le nord de la Syrie entre des opposants syriens et des activistes islamistes affiliés à Al-Qaida. L'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) a pris en septembre le contrôle de la ville d'Azaz, près de la frontière turque en délogeant les rebelles syriens et poursuivent l'occupation de vastes zones de la Syrie.

Pour *Le Monde*, « Ces affrontements illustrent les divisions de l'insurrection, non seulement sur le plan idéologique mais aussi pour le contrôle des territoires et des divers trafics favorisés par deux ans et demi de conflit en Syrie (...) Parallèlement, un nombre croissant d'insurgés se dissocient de la Coalition nationale syrienne (CNS), la principale plate-forme politique d'opposition au régime, et de l'Armée syrienne libre (ASL), censée être sa branche militaire.

Le 24 septembre, 13 brigades, parmi les plus puissantes de la rébellion, ont annoncé dans une vidéo diffusée sur Internet la formation d'une nouvelle alliance, qui ne se reconnaît pas dans la CNS et appelle, dans l'optique de l'après-Assad, à faire de la charia (loi islamique) la source unique de la législation. Parmi elles figurent des groupes islamistes qui n'ont jamais eu de liens avec l'ASL, comme les djihadistes du Front Al-Nosra et les salafistes d'Ahrar Al-Cham, mais aussi une demi-dizaine de groupes qui y étaient théoriquement affiliés et professaient jusque-là un islamisme modéré. Vendredi, une dizaine d'autres brigades rompaient à leur tour avec la CNS. Et dimanche, une quarantaine de brigades proclamaient leur ralliement à une nouvelle coalition militaire, baptisée Armée de l'Islam². »

Rapprochement américano-iranien

Et les gens dans tout cela ? « Les djihadistes, bien financés et armés, ont été au départ reçus à bras ouverts par les rebelles manquant cruellement de moyens face aux forces de Damas, mais ils se sont aliénés une grande partie de la population en raison de leur interprétation extrême de l'islam et de leurs arrestations arbitraires. Depuis l'été, ils s'attaquent aux rebelles mais également aux combattants kurdes qui tentent de leur côté d'instaurer une autonomie dans leurs régions. Vendredi (le 4 octobre. NDLR), de violents combats ont éclaté lorsque des djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) ont attaqué un barrage en pleine région kurde, près d'Afrine, dans la province d'Alep (nord)³. »

Parallèlement, et plus positivement, le président iranien Rohani, au cours de l'Assemblée générale de l'ONU, s'est entretenu au téléphone avec le président américain. Dans un entretien au *Washington Post*, le président iranien le chef d'Etat persan a dit souhaiter qu'un accord soit trouvé entre Téhéran et les grandes puissances d'ici

² « Syrie: « progrès encourageants » des inspecteurs sur les armes chimiques ». *Libération* du 4 octobre.

³ « Nouveaux combats entre rebelles et islamistes en Syrie ». *Le Monde* du 2 octobre 2013.

trois à six mois sur la question du programme nucléaire de Téhéran. Une tentative de rapprochement qui ne fait pas que des heureux en Iran.

Si le guide suprême de la révolution iranienne, l'ayatollah Ali Khamenei, a dit soutenir les efforts diplomatiques menés par Hassan Rohani, il a aussi estimé qu'« une partie de ce qui s'est passé lors du voyage à New York était déplacée. » « On ne peut pas faire confiance au gouvernement américain, qui ne respecte pas ses promesses. »

Mohammad Ali Jafari, commandant en chef des gardiens de la révolution islamique a plus sèchement estimé que Rohani aurait dû décliner la conversation téléphonique avec Barack Obama. Mais les parlementaires iraniens – bien que pour la plupart conservateurs – ont exprimé un très large soutien aux récentes initiatives du nouveau président, Hassan Rohani, visant à sortir la République islamique de son isolement diplomatique.